

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES

Aliments

Grands-parents - Obligation alimentaire à l'égard de leurs petits-enfants - Obligation n'existant que si les père et mère de l'enfant sont incapables d'exécuter leur obligation d'entretien et d'éducation - C. civ., art. 203 556

Appel (matière civile et commerciale)

1° Appel immédiat - Conditions - Dispositif du jugement tranchant une partie du principal - Jugement se limitant à constater que les conditions d'application d'une disposition légale sont données et accueillant dans son dispositif la demande en la forme et instaurant une mesure d'instruction aux fins d'établir le déroulement exact des faits allégués - Jugement tranchant une partie du principal (non) - Assistance d'une partie sans réserves à la mesure d'instruction ordonnée - Acquiescement (non) - NCPC, art. 579, al. 1^{er} 41

2° Jugement avant dire droit - Recevabilité - Possibilité d'interjeter appel contre le jugement avant dire droit dès que le jugement définitif a été rendu, soit dans un même exploit, soit par exploit séparé - NCPC, art. 579 et 584..... 67

3° Appel interjeté contre un jugement avant dire droit - Appel manifestement irrecevable – Effet suspensif de l'appel (non) - Conséquence - Pouvoir du premier juge de statuer au fond - NCPC, art. 580 90

4° Demande nouvelle - Prohibition - Demande en augmentation d'une pension alimentaire pour l'avenir - Demande nouvelle (non) - NCPC, art. 592..... 101

5° Jugement ayant déclaré abusives partant nulles et non écrites certaines clauses d'un contrat - Jugement avant dire droit (non) - Appel immédiat possible - NCPC, art. 579... 107

6° Délai de comparution - Délai de quinzaine - NCPC, art. 154, 584 et 585..... 129

7° Acte d'appel - Mentions obligatoires - Délai de comparution - Indication d'un délai de comparution à jour fixe au lieu du délai légal - Octroi d'un délai de comparution plus long que le délai légal - Absence de préjudice - Validité de l'acte d'appel - NCPC, art. 154, 584, 585 et 682..... 129

8° Absence de motivation - Grief - Désorganisation de la défense de l'intimé - Gêne réelle - Appréciation in concreto - Nullité de l'acte d'appel - NCPC, art. 154 et 585 251

9° Délai - Jugement contradictoire - Point de départ - Signification à personne ou domicile - Signification à avocat constitué uniquement pour l'exécution du jugement - NCPC, art. 255 et 571..... 257

10° Partie ayant eu le même intérêt en première instance - Partie non intimée - Recevabilité de l'appel - NCPC, art. 571..... 259

Arbitrage

1° Sentence arbitrale - Recours - Recours tendant à l'annulation de la sentence arbitrale - Cas d'ouverture - Absence de convention d'arbitrage valable - Violation des conditions générales de validité des contrats - Violation d'une norme spécifique à l'arbitrage - NCPC, art. 1244, 3°.....443

2° Sentence arbitrale - Recours - Recours tendant à l'annulation de la sentence arbitrale - Cas d'ouverture - Absence de convention d'arbitrage valable - Demande principale tendant à l'annulation du compromis d'arbitrage - Irrecevabilité - NCPC, art. 1244.....443

3° Sentence arbitrale - Recours - Recours tendant à l'annulation de la sentence arbitrale - Procédure - Opposition à l'ordonnance d'exécution - Recours dirigé contre la sentence arbitrale non rendue exécutoire – Irrecevabilité - NCPC, art. 1246.....443

4° Sentence arbitrale - Appel possible (non) - Réserve expresse du droit d'appel par les parties (indifférence) - NCPC, art. 1231 et 1244.....605

Assurance contractuelle

1° Assurance-décès - Réticence et fausse déclaration - Nullité de l'assurance - Diminution de l'opinion du risque - Certificat post mortem - Loi du 16 mai 1891, art. 8272

2° Assurances de personnes - Assurance sur la vie - Autres assurances de personnes - Caractère indemnitaire ou forfaitaire - Référence au revenu annuel de l'assuré - Caractère forfaitaire de l'assurance - Loi du 27 juillet 1997, art. 103, 125 et 126295

3° Assurances de personnes - Assurance sur la vie - Assurances de personnes à caractère forfaitaire - Exclusion contractuelle du suicide survenu plus d'un an après la conclusion du contrat - Validité (non) - Loi du 27 juillet 1997, art. 103 et 126.....295

4° Assurances de personnes - Assurances accident - Exclusion contractuelle du suicide survenu plus d'un an après la conclusion du contrat - Validité (non) - Loi du 27 juillet 1997, art. 103 et 126.....295

Astreinte

1° Circonstances dans lesquelles l'astreinte est encourue - Condamnation principale devant être susceptible d'exécution forcée - Astreinte non encourue pour la période pendant laquelle l'exécution forcée de la condamnation principale a été suspendue en raison de l'introduction d'un recours - Conséquence - Délai de prescription de six mois prévu par l'article 2066 du Code civil ne commençant pas à courir pendant cette période - C. civ., art. 2066.....178

2° Astreinte fixée par unité de temps - Prescription de six mois prévue par l'article 2066 du Code civil - Prescription fixée séparément pour chaque unité d'astreinte encourue - C. civ., art. 2066.....178

Autorité de la chose jugée

1° Jugement étranger - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 - Décision régulièrement rendue dans un Etat contractant - Exception de la chose jugée en droit interne - Conditions - Identité de parties, de cause et d'objet - C. civ., art 1351 - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, art. 26.....134

2° Autorité au pénal sur le civil - Etendue - Acquiescement au pénal pour absence de faute dans le chef du prévenu - Irrecevabilité de la demande civile sur base des articles 1382 et 1383 du Code civil - Recevabilité de la demande civile sur base de l'article 1384 alinéa 1^{er} du Code civil - Constatation par le juge pénal d'une cause étrangère à l'origine du dommage - Constatation surabondante ne liant pas le juge civil dans l'appréciation des causes d'exonération dans le cadre de l'article 1384 alinéa 1^{er} du Code civil - C. civ., art. 1351, 1382, 1383 et 1384 alinéa 1^{er}.....147

3° Conditions - Identité d'objet, de cause et de parties - Identité de parties - Partie ayant figuré en nom personnel en première instance - Représentation, dans la même instance, par un associé-codébiteur dans une société - Absence d'identité de parties ayant revêtu la même qualité - C. civ., art 1351.....282

Autorité parentale

Filiation naturelle - Exigence constitutionnelle d'égalité des père et mère - Exercice de l'autorité parentale par le père ou par la mère ou par les deux parents conjointement - Intérêt de l'enfant - Exercice conjoint de l'autorité parentale - Const., art. 10 bis - C. civ., art. 380, al. 2 - Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 29 août 1953, art. 8 - Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989, approuvée par la loi du 20 décembre 1993, art. 9 et 10.....96

Avocat

1° Honoraires - Fixation - Taxation par le Conseil de l'Ordre - Incidence - Simple avis, ne liant ni l'avocat, ni le client, ni la juridiction saisie - Loi du 10 août 1991, art. 18 et 38.....159

2° Honoraires - Fixation - Critères - Intérêt du travail pour le client - Résultat du service rendu - Importance du travail - Temps consacré à l'affaire - Efficacité du service - Intérêts en jeu - Capacité financière du client - Autorité personnelle de l'avocat - Loi du 10 août 1991, art. 18 et 38.....159

Bail à loyer

1° Bail à ferme - Saisine du juge - Requête - NCPC, art. 3,3° - Loi du 14 février 1955, art. 22, al. 1^{er}.....108

2° Vente de l'immeuble donné en location - Opposabilité du contrat de bail conclu entre le locataire et l'ancien propriétaire - Opposabilité du contrat qui a date certaine avant la vente - Opposabilité du contrat même en l'absence de date certaine lorsque le nouvel acquéreur en a eu connaissance avant la vente (oui) - C. civ., art. 1743...370

Biens

1° Meubles et immeubles - Immeubles par destination - Equipements ménagers d'une cuisine - Ensemble constitué par des éléments standard et des appareils fabriqués industriellement - Enlèvement ne provoquant ni fracture des éléments ni détérioration de l'immeuble - Immeuble par destination (non) - C. civ., art. 524.....48

2° Propriété - Véhicules - Immatriculation - Effet - Simple formalité administrative (non) - Présomption de propriété (oui) - Arr. gr.-d. du 23 novembre 1955, art. 95.....430

Cassation

1° Procédure - Pourvoi en cassation - Recevabilité - Premier pourvoi déclaré irrecevable - Second pourvoi introduit par la même partie - Irrecevabilité - Cause de rejet du premier pourvoi - Indifférence - Règlement concernant la procédure du 28 juin 1738, art 3.9, titre IV.....59

2° Formalités - Dépôt d'une copie de la décision attaquée signifiée - Enonciations erronées de l'huissier instrumentaire - Indifférence - Conditions - Dépôt de la copie effectivement signifiée - Conformité de la teneur de la décision attaquée avec celle de la pièce produite - Loi du 18 février 1885, art. 10.....438

3° Pourvoi - Délai - Point de départ - Signification de la décision attaquée - Effet de la signification - Délai ne courant que contre le signifié - Loi du 18 février 1885, art. 7..440

4° Pourvoi en cassation - Recevabilité - Signification du mémoire en cassation à un défendeur résidant à l'étranger - Remise effective de l'acte au destinataire intervenue postérieurement à l'expiration du délai de cassation et au dépôt du pourvoi en cassation au greffe de la Cour - Absence d'incidence - Signification réputée faite le jour de l'accomplissement des formalités prévues par l'article 156, paragraphe 2, du Nouveau code de procédure civile - NCPC, art. 156 - Loi modifiée du 18 février 1885, art. 7 et 10.....500

5° Pourvoi en cassation - Recevabilité - Décision attaquée émanant de la Cour administrative - Irrecevabilité du pourvoi - Constitution, art. 95 bis (3).....580

Cautionnement

1° Paiement par la caution - Effet - Subrogation dans les droits du créancier - Etendue - C. civ., art. 2029.....284

2° Cautionnement réel - Caractéristiques - Sûreté réelle constituée par un tiers - Rapports entre la caution réelle et le débiteur et autres cautions - Primauté des règles

déoulant du cautionnement - Recours de la caution réelle contre d'autres cautions réelles ou personnelles - C. civ., art. 2011 et 2033.....284

3° Recours entre cofidélusseurs - Recours par parts contributives - Détermination des parts contributives - C. civ., art. 2033.....284

4° Dette non encore née - Cautionnement possible - C. civ., art. 2012.....291

5° Extinction - Faute du créancier - Crédit inconsideré accordé au débiteur - Inaction face à l'accumulation des dettes du débiteur - C. civ., art. 2037.....291

Communauté européenne

1° Directive - Effet à l'égard des particuliers - Création d'obligations (non) - Impossibilité de l'invoquer à l'encontre d'un particulier devant une juridiction nationale - Traité instituant la Communauté européenne, art. 249.....563

2° Représentation de la Communauté par la Commission - Siège de la Commission à Bruxelles - Signification d'un jugement à un service de la Commission à Luxembourg - Signification irrégulière - Nécessité de la signification à partie et non à mandataire - Délai d'appel n'a pas commencé à courir - Traité CE, art. 289 - NCPC, art. 156583

Communes

Action en justice – Nécessité d'une autorisation d'ester en justice spécifique – Nécessité d'une délibération régulière du conseil communal - Pas de régularisation ex post - Loi modifiée du 13 décembre 1988, art. 83469

Concurrence déloyale

1° Action en cessation - Dénomination sociale de deux sociétés - Pouvoirs du juge luxembourgeois - Limitation au territoire luxembourgeois - Absence d'incidence sur la dénomination d'une société étrangère à l'étranger - Compétence razione materiae - Loi du 27 novembre 1986, art. 16 et 17.....206

2° Protection du nom commercial ou de la dénomination sociale - Cession du droit de propriété commerciale - Antériorité de l'usage - Protection dans seule zone de rayonnement - Loi du 27 novembre 1986, art. 16 et 17.....206

3° Internet - Enregistrement d'un nom de domaine - Droit d'usage - Théorie du parasitisme - Définition - Notoriété - Risque de confusion - Nécessité de l'utilisation réelle du nom sur l'Internet - Protection par une action en référé - NCPC, art. 933, al. 1^{er}220

4° Action en cessation - Condition - Existence d'un préjudice (non) - Possibilité d'un préjudice - Action en dommages-intérêts - Condition - Preuve d'un préjudice certain en relation causale avec l'acte de concurrence fautif - C. civ., art. 1382 et 1383 - Loi du 30 juillet 2002.....463

5° Action en cessation - Recevabilité - Qualité pour agir - Groupement professionnel (oui) - Conditions - Existence d'une relation concurrentielle entre parties (non) - Existence d'un préjudice dans le chef du demandeur (non) - Loi du 30 juillet 2002, art. 23, alinéa 1^{er}.....513

6° Juge de la concurrence déloyale - Compétence - Allocation d'une provision (non) - NCPC., art. 933, al. 2 - Loi du 30 juillet 2002, art. 23.....597

7° Contrat de concession exclusive - Revente hors réseau - Principe - Acte de concurrence déloyale (non) - Exception - Association du tiers revendeur, en connaissance de cause, à la méconnaissance par les parties des obligations découlant du contrat de concession exclusive - C. civ., art. 1134 - Loi du 30 juillet 2002, art. 14.....597

Consommation

Clause contractuelle - Opposabilité à un consommateur final - Circonstance ne dispensant pas le juge d'analyser le caractère éventuellement abusif de cette clause au regard de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur - Loi modifiée du 25 août 1983, art. 1.....168

Construction

Responsabilité des constructeurs - Présomption de responsabilité - Conditions - Désordre - Participation du constructeur aux travaux - Possibilité d'exonération - C. civ., art. 1792 et 2270.....30

Contrats, conventions et obligations

1° Inexécution - Faculté de remplacement - Conditions - Mise en demeure du débiteur - Exception - Urgence - C. civ., art. 1144.....30

2° Condition potestative - Définition - Critère - Application - C. civ., art. 1174..... 187

3° Condition potestative - Portée de l'article 1174 du Code civil - Contrats unilatéraux et synallagmatiques - C. civ., art. 1174.....187

4° Sûretés personnelles - Promesse de porte-fort - Objet - Principe - Ratification d'un acte par un tiers - Exception - Promesse de porte-fort constitutive d'une sûreté personnelle - Exécution par un tiers d'un engagement que ce dernier a déjà valablement contracté - Exigence d'une rédaction claire et précise de la clause de porte-fort - C. civ., art. 1120.....191

5° Promesse de porte-fort - Ratification promise d'un acte par un tiers - Ratification non soumise à une forme déterminée - Ratification pouvant être expresse ou tacite - Ratification pouvant résulter de l'exécution de l'acte par le tiers - C. civ., art. 1120.....191

6° Contre-lettre - Fraude fiscale - Demande en nullité de la contre-lettre - Ordre public fiscal n'exige pas la nullité de la contre-lettre - Demande en nullité civile non fondée - C. civ., art. 6 et 1131.....254

7° Clause attributive de juridiction - Acceptation spéciale - Exception - Contrat international - C. civ., art. 1135-1, al. 2 - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, art. 17.....284

8° Contrat d'assurance - Renvoi à des conditions générales et des clauses spéciales - Validité - C. civ., art. 1135-1.....393

9° Contrat d'assurance - Obligation de dresser inventaire - Sanction - Déchéance - Clause de non-responsabilité (non) - Acceptation spéciale requise (non) - C. civ., art. 1135-1.....393

10° Exécution de bonne foi - Condition suspensive - Débiteur empêchant fautivement l'accomplissement d'une condition - Obligation de loyauté - Obligation positive - Lotisseur - Acquisition de terrains en vue d'un lotissement - Prix de vente payable après obtention des autorisations communales - Absence de diligence pour obtenir les autorisations - Manque de loyauté - Condition suspensive réputée accomplie - C. civ., art. 1134 et 1178.....426

11° Convention de prête-nom - Notion - Tiers à l'acte simulé - Preuve de la simulation par tous les moyens - C. civ., art. 1321451

Contrat d'entreprise

1° Marché à forfait - Preuve de l'existence de travaux supplémentaires - Régime de preuve prévu par l'article 1793 du Code civil - Portée - Exigence de se trouver en présence d'un marché à forfait - Exigence supplémentaire tirée de ce que le contrat porte sur des travaux de construction d'un bâtiment - C. civ., art. 1341 et 1793.....537

2° Marché à forfait - Immutabilité du prix convenu - Portée - Immutabilité applicable aux travaux qui font l'objet du contrat forfaitaire - Immutabilité inapplicable aux travaux qui ne font pas l'objet du contrat forfaitaire - C. civ., art. 1793.....537

Contributions

Contributions indirectes - Applicabilité de la procédure administrative non contentieuse - Exclusion des seules contributions directes - Loi du 1^{er} décembre 1978, art. 5 - Règl. g.-d. du 8 juin 1979.....262

Copropriété des immeubles bâtis

Action en justice - Action d'un copropriétaire contre la copropriété - Empêchement du syndic - Nomination d'un administrateur provisoire - Action contre le syndicat représenté par l'administrateur provisoire - Loi du 16 mai 1975, art. 14 et 22.....94

Droit communautaire

Libre circulation des marchandises - Restrictions quantitatives - Mesures d'effet équivalent - Protection de la dénomination commerciale - Elément de la propriété commerciale - Législation sur la concurrence déloyale - Exercice légitime des droits de propriété industrielle et commerciale - Traité CE, art. 28 et 30 - Loi du 27 novembre 1986, art. 16 et 17.....206

Droit d'auteur

Pays d'origine - Notion - Protection - Conditions - Protection dans le pays d'origine - Incidence - Durée de la protection (oui) - Etendue de la protection et recours (non) - Application de la législation du pays où la protection est demandée (oui) - Convention de Berne du 9 septembre 1886, art. 5.....563

Droit international privé

1° Exequatur - Adoption - Vérification de l'application de la loi compétente conformément aux règles de conflits de lois luxembourgeoises - C. civ., art. 367 et 370, al. 2.....10

2° Exequatur - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 - Conditions de reconnaissance - Conformité à l'ordre public - Notion - Effet atténué de l'ordre public international - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, art. 27, 1° et 34.....111

3° Exequatur - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 - Allocation d'une pension alimentaire sur base du droit allemand - Disposition inexistante en droit interne - Contrariété à l'ordre public luxembourgeois (non) – Conv. de Bruxelles du 27 septembre 1968, art. 27, 1° et 34.....111

4° Exequatur - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 - Conditions de reconnaissance - Absence d'inconciliabilité avec une décision rendue par une juridiction nationale - Critères - Identité d'objet (non) - Contrariété au niveau des effets (oui) - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, art. 27, 1° et 34111

5° Exequatur - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 - Conditions de reconnaissance - Conformité à l'ordre public - Notion - Effet atténué de l'ordre public international - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, art. 27, 1° et 34 129

6° Exequatur - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 - Allocation d'une prestation compensatoire après divorce sur base de la loi française - Notion inexistante en droit interne luxembourgeois - Contrariété à l'ordre public luxembourgeois (non) - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, art. 27, 1° et 34.....129

7° Exequatur - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 - Sursis à statuer - Recours exercé contre la décision étrangère - Notion - Demande en suppression de la prestation compensatoire allouée par la décision étrangère - Recours ordinaire (non) - Demande nouvelle (oui) - Effets sur la procédure d'exequatur (non) – Conv. de Bruxelles du 27 septembre 1968, art. 38.....129

8° Minorité - Décisions rendues en matière de droit de garde et de visite des enfants mineurs - Reconnaissance - Exécution - Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants du 20 mai 1980, dite Convention de Luxembourg - Champ d'application - Application aux décisions réglant le droit de garde et de visite de proches parents autres que les père et mère, tels les grands-parents, et même de tierces personnes – Conv. de Luxembourg, art. 4.....198

9° Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 - Conflit de juridictions – Concurrence déloyale - Action en cessation – Responsabilité civile - Lieu de commission de l'acte critiqué - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, art. 5, 3° - Loi du 27 novembre 1986, art. 16 et 17.....206

10° Enlèvement international d'enfants - Retour immédiat - Exception - Risque grave - Preuve - Danger psychique - Convention de La Haye du 25 octobre 1980, art. 13, al. 1, lettre b.....259

11° Conflit de juridictions - Règlement CE du 22 décembre 2000 - Clause attributive de juridiction - Personne domiciliée au Luxembourg - Nécessité d'une convention par écrit ou d'un accord verbal confirmé par écrit - Acceptation expresse et spéciale non exigée - Exclusion des relations commerciales continues entre parties - Règl. (CE) No 44/2001 du 22 décembre 2000, art. 23, al. 1,a) et art. 63, al. 2.....267

12° Exequatur - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 - Recours exercé contre la décision étrangère - Recours ordinaire - Effet - Surséance possible - Surséance obligatoire (non) - Justification du sursis - Pouvoir d'appréciation du juge - Production d'un simple acte d'appel non motivé - Insuffisance - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, art. 38 et 39.....371

13° Exequatur - Reconnaissance et exécution de décisions en matière civile et commerciale - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 - Convention de Lugano du 16 septembre 1988 - Motifs de refus - Ordre public - Domaine - Cas exceptionnels - Notion relevant de l'interprétation de la Convention de Bruxelles - Exigence d'une violation manifeste d'une règle de droit considérée comme essentielle dans l'ordre juridique de l'Etat requis - Exigence d'une violation d'un droit reconnu comme fondamental dans cet ordre juridique - Application - Droit de toute personne à un procès équitable - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, art. 27 - Convention de Lugano du 16 septembre 1988, art. 27 [Règlement (CE) n° 44/2001 du 22 décembre 2000, art. 34].....376

14° Exequatur - Reconnaissance et exécution de décisions en matière civile et commerciale - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 - Convention de Lugano du 16 septembre 1988 - Prohibition de la révision au fond - Portée - Refus possible au motif de l'existence d'une divergence entre la règle de droit appliquée par le juge de l'Etat d'origine et celle qu'aurait appliquée le juge de l'Etat requis - Critère non admis - Contrôle de l'exactitude des appréciations de droit ou de fait qui ont été portées par le juge de l'Etat d'origine - Contrôle non admis - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, art. 29 et 34 - Convention de Lugano du 16 septembre 1988, art. 29 et 34 [Règlement (CE) n° 44/2001 du 22 décembre 2000, art. 36 et 45].....376

15° Exequatur - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 - Décision - Caractère exécutoire - Notion - Contenu formel - Conditions d'exécution dans l'Etat d'origine (indifférence) - Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, art. 31.....385

16° Exequatur - Ordre public international - Système de la faillite personnelle institué par la loi française du 25 janvier 1985 - Exercice individuel des actions contre le débiteur - Impossibilité d'exécution même après une clôture pour insuffisance d'actif - Ordre public contrarié - Loi française n° 85-98 du 25 janvier 1985 sur la liquidation des biens et le règlement judiciaire, art. 169 - C. com., art. 536.....385

17° Signification en territoire étranger - Date de la signification de l'acte - Acte devant être signifié par le requérant dans un délai déterminé - Date fixée par la législation de l'Etat membre d'origine - Signification d'un acte d'appel suivant la loi luxembourgeoise - Signification réputée faite le jour de l'accomplissement par l'huissier des formalités prescrites - NCPC, art. 156(2) - Règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil du 29 mai 2000, art. 9(2).....471

18° Responsabilité civile - Responsabilité contractuelle - Préjudice indemnisable - Situations qui se sont régulièrement constituées à l'étranger - Situations produisant en principe des effets au Luxembourg - Application - Dette fiscale étrangère régulièrement constituée à l'étranger - Effet au Luxembourg - Dette ne constituant pas un préjudice à indemniser - Secret professionnel - Secret bancaire - Violation du secret bancaire - Révélation au fisc étranger de l'existence d'avoirs détenus par un client étranger dans une banque luxembourgeoise - Révélation entraînant l'imposition du client par le fisc étranger et le paiement consécutif de la dette fiscale - Préjudice indemnisable (non) - C. civ., art. 3 et 1142 - Loi modifiée du 5 avril 1993, art. 41.....524

Droit pénal

1° Droit pénal spécial - Circonstance aggravante de l'article 10 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie - Renvoi y fait à la notion d'«association» - Portée - Renvoi aux éléments caractéristiques de l'association de malfaiteurs - Conséquence - Inapplicabilité de la condition propre à l'organisation criminelle que celle-ci doit être composée de plus de deux personnes - Code pénal, art. 324bis - Loi modifiée du 19 février 1973, art. 10.....510

2° Droit pénal spécial - Circulation routière - Délit de grande vitesse - Eléments constitutifs - (1) Dépassement de plus de 50% du maximum réglementaire de la vitesse autorisée, la différence devant être d'au moins 20 km/h - (2) État de récidive - Notion - Nouveau fait devant avoir été commis avant l'expiration d'un délai d'un an à partir du jour où une précédente condamnation du chef d'une contravention grave ou d'un délit en matière de dépassement de la limitation réglementaire de la vitesse est devenue irrévocable ou à partir du jour où l'intéressé s'est acquitté d'un avertissement taxé encouru du chef d'une contravention grave en matière de dépassement de la limitation réglementaire de la vitesse - Conséquence - Ancien fait n'a pas besoin d'avoir été un excès de vitesse de plus de 50% du maximum réglementaire de la vitesse autorisée et d'au moins 20 km/h - Loi modifiée du 14 février 1955, art. 11 bis.....549

Droits de l'homme

1° Tribunal impartial - Suspicion légitime - Causes de renvoi - Définition - Omission par un juge d'instruction de procéder à certains actes d'instruction sollicités - Refus de communiquer des pièces de la procédure ou des objets matériels - Causes de suspicion (non) - Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, approuvée par la loi du 29 août 1953, art 6 - NCPC, art. 521.....64

2° Tribunal impartial - Circonstance que les juges appelés à connaître d'un litige ont siégé auparavant dans d'autres causes concernant le même justiciable - Circonstance qui est en soi insuffisante pour conclure à l'existence d'une partialité du tribunal - Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 29 août 1953, art. 6-1.....165

3° Procès équitable - Tribunal impartial - Portée - Impartialité subjective - Impartialité subjective se présument jusqu'à preuve du contraire - Impartialité objective - Notion - Existence objective de garanties suffisantes pour exclure tout doute légitime - Applications - Magistrat statuant sur le fond dans une affaire dans laquelle il a pris préalablement une mesure conservatoire - Atteinte à l'exigence d'impartialité objective (non) - Exercice successif dans une même affaire de fonctions juridictionnelles identiques - Fait de participer successivement à un jugement par défaut et ensuite à celui intervenant après opposition - Atteinte à l'exigence d'impartialité objective (non) - Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 29 août 1953, art. 6.....376

4° Procès équitable - Tribunal impartial - Recevabilité du moyen tiré du défaut d'impartialité - Condition - Récusation du magistrat auquel un défaut d'impartialité est reproché - Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 29 août 1953, art. 6376

5° Droit à un procès équitable - Principe du contradictoire - Expertise - Prévenu n'ayant pas assisté aux opérations d'expertise - Prévenu ayant cependant eu connaissance du rapport d'expertise et ayant pu le discuter librement à l'audience - Violation du principe du contradictoire (non) - Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 29 août 1953, art. 6 - C. instr. crim., art. 87.....499

6° Droit à un procès équitable - Principe de l'égalité des armes - Portée - Principe pouvant impliquer de déroger au principe de droit interne que nul ne peut être entendu comme témoin dans sa propre cause - Principe ne pouvant pas impliquer de devoir écarter des débats des moyens de preuve légaux régulièrement recueillis - Application - Preuve de faits litigieux pouvant être rapportée par le témoignage de salariés de l'une des parties - Moyen de preuve à écarter aux fins de respecter le principe de l'égalité des armes (non) - Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 29 août 1953, art. 6-1537

Enquête (matière civile)

Incapacité de témoigner - Subrogeant - Capacité de témoigner dans un litige auquel le subrogé est partie - C. civ., art. 1249, 1250 et 1251 - NCPC, art. 405.....42

Enregistrement

1° Vente d'immeuble - Dissimulation de prix - Sanction - Nullité absolue de la vente - Incidence de la règle «Nemo auditur» - Obstacle à la demande d'annulation par voie d'action ou par voie d'exception (non) - Obstacle à la demande de nullité par l'auteur de la fraude (non) - Loi du 28 janvier 1948, art. 1^{er} ... 48

2° Imposition des capitaux des sociétés - Cession de parts d'associés - Existence juridique de la société non nécessaire - Directive (CE) 69/335, art. 11 - Loi du 29 décembre 1971, art. 20.....75

3° Simulation - Exigence d'une fraude - Contrôle par l'Administration de l'enregistrement - Cession de parts d'associés - Transfert d'un immeuble - Apport licite en société d'un immeuble - C. civ., art. 1321 - Loi du 29 décembre 1971.....75

4° Droits d'enregistrement - Contrainte - Premier acte de poursuite - Inapplicabilité de la procédure administrative non contentieuse - Motivation de l'acte de poursuite - Loi du 22 frimaire an VII, art. 64 - Loi du 28 janvier 1948, art. 1er, 3 et 31 - Règl. g.-d. du 8 juin 1979.....262

Enrichissement sans cause

1° Action de in rem verso - Caractère subsidiaire - Appauvri disposant d'une autre voie de droit propre à lui conférer satisfaction - Irrecevabilité de l'action de in rem verso - Voie de droit principale vouée à l'échec - Voie de droit principale à diriger contre une tierce personne - Incidence (non) - C. civ., art. 1375.....151

2° Action «de in rem verso» - Conditions de mise en œuvre - Enrichissement du défendeur - Appauvrissement du demandeur - Existence d'un lien de corrélation entre l'enrichissement et l'appauvrissement - Absence de cause juridique - Absence d'intérêt ou de faute du demandeur - Absence d'une autre action à la disposition du demandeur - Application - Travaux d'amélioration ou d'entretien effectués par le demandeur sur les biens du défendeur - Travaux effectués en contrepartie d'avantages matériels autres que le logement et la nourriture - Absence d'enrichissement sans cause - C. civ., art. 1375.....520

3° Remboursement avant mariage d'un crédit pour financer la maison de la fiancée - Paiement sans intention libérale - Attribution de la maison à l'épouse dans le partage après divorce - Enrichissement de l'épouse dépourvu de cause légitime - Evaluation de l'indemnité - C. civ., art. 1375.....619

Facture acceptée

Protestation - Refus ou renvoi de la facture - Refus de prendre connaissance de la lettre recommandée - Absence de protestation valable - C. com., art. 109.....28

Indivision

Demande en liquidation et en partage - Indivisibilité - Obligation de diriger la demande contre tous les indivisaires - Omission - Sanction - Irrecevabilité - Assignation en déclaration d'arrêt commun - Régularisation (non) - C. civ., art. 815..... 80

Jugement

1° Conditions de validité - Signature du président et du greffier - Expédition non signée par le greffier - Sanction - Nullité du jugement (non) - NCPC, art. 229 et 247.443

2° Conditions de validité - Signature du président et du greffier - Délai - Sanction - Nullité du jugement (non) - NCPC, art. 247.....443

3° Jugement de «donné acte» - Demande de réserver un droit - Rejet - NCPC., art. 154.....585

Libéralités

1° Donation - Donation indirecte - Distinction entre donation indirecte et vente moyennant constitution de rente viagère - Critères - Inégalité volontaire entre les prestations réciproques - Intention libérale existant au moment de la formation du contrat - Forme de la donation indirecte - Nécessité d'un acte notarié (non) - C. civ., art. 931.....121

2° Donation - Donation indirecte - Conditions - Intention libérale existant au moment de la formation du contrat - Contrat ayant les apparences d'un contrat à titre onéreux - Non-exigence du paiement de rentes contractuellement dues - Preuve de l'intention libérale (non) - C. civ., art. 931.....121

3° Donation - Donation indirecte - Donation simulée - Distinction - Vente d'un bien à un prix inférieur à sa valeur mais correspondant à celui convenu entre parties - Simulation (non) - Preuve de l'intention libérale - Preuve libre - C. civ., art 931 et 1341121

4° Partage d'ascendant - Caractéristiques - Effets - C. civ., art. 1075.....326

5° Partage d'ascendant - Donation-partage cumulative - Caractéristiques - Effets - C. civ., art. 1075.....326

6° Donation-partage - Possibilité d'y inclure des biens indivis - C. civ., art. 1075.....326

7° Donation-partage - Exploitation agricole - Attribution préférentielle - Incompatibilité entre la donation-partage et l'attribution préférentielle (non) - C. civ., art. 832-1 et 1075.326

8° Donation-partage - Action en réduction - Prescription - Délai - C. civ., art. 1075 et 1077-2, al. 2.....326

9° Partage d'ascendant - Donation-partage cumulative - Biens de la succession de l'ascendant prédécédé - Rescision pour lésion - Date d'exercice de l'action - Décès de l'ascendant survivant - C. civ., art. 1075-1.....326

10° Partage d'ascendant - Validité - Conditions - Consentement de tous les copartagés (non) - C. civ., art. 1075... ..340

11° Donation-partage - Validité - Conditions - Consentement d'au moins un des descendants - Obligation de former un lot à l'intention de chacun des descendants (non) - Volonté de l'ascendant de procéder à un partage d'ascendant - C. civ., art. 1075340

12° Partage d'ascendant - Validité - Conditions - Egalité entre les descendants (non) - C. civ., art. 1075.....340

13° Partage d'ascendant - Validité - Conditions - Obligation d'incorporer les donations antérieures - Consentement du donataire - C. civ., art. 1075.....340

14° Donations - Donation déguisée - Preuve - Charge de la preuve - Eléments de preuve - Chèque tiré sur le compte du prétendu donateur - Elément pris en considération - Suffisance (non) - C. civ., art. 911, 1099, 1315 et 1353.....585

15° Donations - Donation déguisée - Donation portant sur un terrain - Annulation - Conséquence - Annulation s'étendant à la construction érigée sur le terrain - C. civ., art. 546, 552 et 1099.....585

16° Donations - Donation déguisée - Preuve - Fourniture par un époux de deniers en vue de l'acquisition d'un bien par le conjoint - Exclusion de la thèse de l'intention libérale - Condition - Caractère plausible du caractère rémunérateur de la fourniture - Eléments de preuve - Services rendus par le conjoint bénéficiaire - Exécution des obligations légales de contribution aux charges du mariage - Suffisance (non) - C. civ., art. 1099, 1315 et 1353.....585

17° Donations - Donation déguisée - Preuve - Preuve par tous les moyens - Héritier réservataire - Qualité de tiers - C. civ., art. 911, 1099, 1315 et 1353... ..585

Lois et règlements

1° Applicabilité dans le temps - Changement de la loi motivé par des considérations d'équité - Application de la loi ancienne aux rapports de l'époque - C. civ., art. 2.....484

2° Sources du droit - Adage juridique - Conditions dans lesquelles un adage juridique peut être invoqué - Adage juridique ne pouvant être invoqué qu'à titre subsidiaire, à défaut d'une autre norme légale ou jurisprudentielle réglant la question en cause - C. civ., art. 1.....524

Marques de produits et de services

1° Caractère distinctif de la marque - Signe composé de deux mots - Impression globale - Analyse des éléments constitutifs - Loi uniforme Benelux sur les marques de produits du 7 décembre 1966, art. 13A-1.....19

2° Caractère distinctif de la marque - Exclusion des signes ou indications simplement descriptifs - Conseil en investissements - Signes agencés d'une façon originale - Utilisation de l'anglais - Appréciation de la notoriété au moment de la demande d'enregistrement - Directive (CE) n° 89/104 du 21 décembre 1988, art. 3, par. 1, sub c) - Loi uniforme Benelux sur les marques de produits du 7 décembre 1966, art. 6 bis, par. 1^{er}, sub a).....19

3° Nom commercial - Marque purement descriptive - Loi uniforme Benelux sur les marques de produits du 7 décembre 1966, art. 1 et 39 - Loi du 10 août 1915, art. 25.....19

4° Loi uniforme Benelux sur les marques de produits ou de services - Droit du titulaire de la marque de s'opposer à l'emploi par un tiers d'un signe y ressemblant - Appréciation de la ressemblance - Risque de confusion - Nature - Prise en considération du pouvoir distinctif de la marque - Appréciation effectuée au jour de la demande - Appréciation effectuée en tenant compte du seul territoire du Benelux - Loi uniforme Benelux sur les marques de produits, du 7 décembre 1966, art. 13 A-1 et 13 A-2.....239

Minorité

1° Représentation d'un mineur en justice - Intervention volontaire d'un avocat défendant les intérêts du mineur - Procédure de reconnaissance de décisions étrangères rendues en matière de droit de garde et de visite - Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants du 20 mai 1980, dite Convention de Luxembourg - Intervention non prévue - Intervention irrecevable - Convention de Luxembourg, art. 14.....198

2° Audition par les juridictions du mineur capable de discernement - Participation d'un avocat à l'audition - Pas de représentation par l'avocat du mineur en justice - C. civ., art. 388-1.....408

3° Décision prise dans l'intérêt supérieur de l'enfant - Audition par les juridictions du mineur capable de discernement - Désignation d'un avocat pour entendre l'enfant - Respect du caractère contradictoire de l'intervention de l'avocat - C. civ., art.388-1417

Obligations (en général)

Extinction - Stipulation pour autrui - Assurance dite «solde restant dû» - Effet - Extinction de la dette du débiteur dans la mesure de la stipulation (non) - C. civ., art. 1234440

Paiement de l'indu

1° Action en répétition de l'indu - Conditions - Paiement sans cause - Erreur du solvens (non) - Incidence - Preuve de l'erreur du solvens établissant le caractère indu du paiement - C. civ., art. 1235 et 1376.....139

2° Action en répétition de l'indu - Faute du solvens - Incidence (non) - Mauvaise foi de l'accipiens - Définition - Incidence sur le principe de la répétition (non) - Incidence sur l'étendue de la répétition (oui) - C. civ., art. 1378.....139

3° Action en répétition de l'indu - Faute du solvens - Responsabilité civile du solvens sur base des articles 1382 et 1383 du Code civil (oui) - Conditions - Préjudice dans le chef de l'accipiens - Absence de mauvaise foi de l'accipiens - C. civ., art. 1382 et 1383..... 139

4° Action en répétition de l'indu - Condition - Erreur du solvens (non) - Action ouverte à celui qui paye sous l'effet de la contrainte en sachant qu'il ne doit rien - C. civ., art. 1235 et 1376.....151

5° Répétition de l'indu - Indu objectif - Paiement d'une somme supérieure à celle due - Preuve des conditions de l'action - Erreur du solvens non requise - Fraude de l'accipiens non requise - C. civ., art. 1376.....484

6° Répétition de l'indu - Allocations familiales - Fonctionnaires et employés de l'Etat-Salarié travaillant à mi-temps - Déduction du montant de la prime versée au conjoint - C. civ., art. 1376 - Loi modifiée du 22 juin 1963, art. 9(2) et 9(5).....484

7° Action en répétition de l'indu - Prescription - Salaires ou accessoires du salaire indûment payés - Inapplicabilité de la prescription abrégée - Applicabilité de la prescription trentenaire – C. civ., art. 2262 et 2277 - Loi modifiée du 24 mai 1989, art. 44... ..544

8° Action en répétition de l'indu - Conditions - Indu objectif - Paiement se trouvant dépourvu de cause en raison de l'inexistence de la dette - Exigence de la preuve de l'erreur du solvens (non) – C. civ., art. 1235 et 1376.....544

9° Action en répétition de l'indu - Faute du solvens - Erreur commise lors du paiement de l'indu - Faute susceptible d'engager la responsabilité civile du solvens sur base des articles 1382 et 1383 du Code civil - Conditions - Absence de mauvaise foi de l'accipiens - Portée - Etendue de la réparation - Réparation ne pouvant pas être d'un montant égal au total de l'indu - C. civ., art. 1382 et 1383.....544

Partage

Exploitation agricole - Attribution préférentielle - Contrariété à la Constitution (non) - Const., art. 10 bis - Convention européenne des Droits de l'Homme, art. 14 - Protocole additionnel, art. 1^{er} - C. civ., art. 832-1.....326

Possession

1° Protection contre le revendiquant - Conditions - Possession régulière - Bonne foi - C. civ., art. 2279, al. 1^{er}.....36

2° Perte ou vol - Action en revendication - Preuves à rapporter - Possession ou propriété de la chose - Dépossession involontaire - C. civ., art. 2279, al. 2... ..36

3° Perte ou vol - Action en revendication - Délai - Trente ans - C. civ., art. 2279, al. 2.....36

4° Conflit entre le possesseur et son auteur - Possession ne valant pas présomption de propriété - Possession faisant présumer l'existence du titre dont se prévaut le possesseur - Possesseur devant alléguer un titre et indiquer dans quelles circonstances l'objet litigieux est venu entre ses mains - C. civ., art. 2279, al. 1^{er}.....36

Preuve (matière civile et commerciale)

1° Simulation - Définition - Effets - Nullité des contre-lettres - Conditions - Acte dissimulant une partie du prix - Dissimulation ayant pour but de réaliser une fraude fiscale - C. civ. art 1321 - Loi du 28 janvier 1948, art. 1^{er}.....116

2° Moyens de preuve - Rapport d'expertise - Validité - Conditions - Caractère unilatéral (indifférence) - Communication à la partie adverse - Libre discussion - NCPC., art. 64 et 65.....363

3° Contre-lettre - Force probante - Force probante identique à celle des autres espèces d'actes - Validité - Applicabilité du droit commun pour la validité des actes - Identité de parties à l'acte ostensible et à l'acte simulé (non) - Indifférence - C. civ., art. 1321.....451

4° Preuve littérale - Actes sous seing privé - Copie - Force probante (non) - Exception - Matière commerciale - Photocopie - Absence d'élément matériel faisant douter de la conformité à l'original - Pouvoir du juge de reconnaître force probante à la copie - C. civ., art. 1334.....597

Privilèges et hypothèques

1° Privilège du Trésor Public et des organismes d'assurance sociale - Rang - Rang immédiatement postérieur au privilège des frais de justice et au superprivilège des salariés - Rang antérieur aux autres privilèges généraux de l'article 2101 du Code civil - Rang antérieur aux privilèges spéciaux, tel le privilège prévu par l'article 22 de la loi du 16 mai 1891 - C. civ., art. 2098 et 2101 - Loi du 27 novembre 1933, art 1^{er} - Loi modifiée du 16 mai 1891, art. 22 [Loi du 27 juillet 1997, art. 72].....174

2° Purge - Réquisition de surenchère - Délai préfix - Acte de réquisition - Contenu - Offre et désignation de la caution ou des autres garanties - Omission - Sanction - Nullité - C. civ., art. 2183, 2184 et 2185 - NCPC, art. 969... ..455

3° Purge - Réquisition de surenchère - Acte de réquisition - Contenu - Offre et désignation de la caution ou des autres garanties - Caractéristiques de la caution - Liste des autres garanties - Caractère limitatif - C. civ., art. 2183, 2184 et 2185 - NCPC, art. 969.....455

4° Purge - Offre à fin de purge - Réquisition de surenchère - Nullité - Effet - Acceptation forcée de l'offre - C. civ., art. 2186.....455

5° Purge - Effet - Extinction du droit de suite des créanciers inscrits - Date de prise d'effet - Paiement ou consignation du prix - C. civ., art. 2186.....455

Procédure civile et commerciale

1° Principe du contradictoire - Qualification par le juge des faits et explicitation du fondement juridique d'une demande - Absence d'éléments nouveaux dans le débat - Invitation des parties à présenter leurs observations (non) - NCPC, art 65.....60

2° Représentation de l'Etat - Administration de l'enregistrement - Absence de personnalité juridique - Action par et contre l'Etat - Représentation par ministère d'Etat - Imposition des capitaux des sociétés - NCPC, art 163 - Loi du 29 décembre 1971.....75

3° Appel - Acte d'appel - Défaut de motivation - Sanction - Nullité - Applicabilité de l'article 264 du Nouveau Code de procédure civile - NCPC, art. 154, 264 et 585.....166

4° Exploit introductif d'instance - Commune - Autorisation d'ester en justice - Défaut - Cause de nullité - Régularisation en cours d'instance possible (oui) - NCPC, art. 153 - Loi du 13 décembre 1988, art. 83.....178

5° Qualité pour agir - Notion - Appréciation - Moment de l'introduction de la demande - Possibilité de régularisation ultérieure - Condition - Absence d'atteinte aux intérêts de la partie adverse - NCPC, art. 154.....321

6° Exploit - Nullité - Nullité de forme - Exigence d'un grief - Notion - Portée - Absence de restrictions - Application - Appel - Acte d'appel - Absence d'exposé des moyens - Nullité de forme provoquant une entrave ou même une simple gêne à l'organisation de la défense de l'adversaire - Impossibilité pour l'adversaire de préparer utilement sa défense - Grief suffisant (oui) - Exigence d'une impossibilité absolue pour l'adversaire de préparer sa défense (non) - NCPC, art. 154, 264 et 585.....365

7° Arbitrage - Clause compromissoire - Nature - Contrat accessoire - Nullité du contrat principal dans lequel la clause compromissoire est insérée - Effet - Nullité de la clause compromissoire - NCPC, art. 1227.....399

8° Péremption d'instance - Conditions de mise en œuvre - Loi ouvrant aux parties la faculté d'accomplir des actes de procédure - Application - Jugement ordonnant une expertise - Retard du dépôt du rapport - Parties n'ayant aucune diligence à faire - Lettre de rappel adressée à l'expert - Lettre ayant force interruptive - NCPC, art. 540.....405

9° Appel - Faillite - Délai d'appel de quinze jours prévu par l'article 465 du Code de commerce - Domaine - Jugements statuant sur une action qui est née de la faillite - Jugements statuant sur une action qui n'aurait pas pu être intentée sans la faillite - Interprétation restrictive - Effet - Jugement statuant partiellement sur une action fondée sur une cause indépendante de la faillite - Délai inapplicable - C. com., art. 465.....430

10° Appel - Acte d'appel - Exigence d'un exposé sommaire des moyens - Portée - Acte d'appel se limitant à renvoyer aux conclusions de première instance - Motivation insuffisante - NCPC, art. 154, 585 et 586.....516

11° Appel - Acte d'appel - Exigence d'un exposé sommaire des moyens - Sanction - Vice de forme - Application de l'article 264, deuxième alinéa, du Nouveau code de procédure civile - Grief - Charge de la preuve - Charge incombant à l'intimé - Appréciation

in concreto - Portée - Vice ayant pour conséquence de déranger le cours normal de la procédure - Désorganisation de la défense de l'intimé - Gêne réelle de choisir les moyens de défense appropriés - Nullité de l'acte d'appel - NCPC, art. 154, 264 et 585.....516

12° Jugement - Jugement de débouté - Notion - Décision judiciaire qui rejette comme irrecevable ou mal fondée la prétention d'un demandeur - NCPC, art. 229.....525

13° Appel - Acte d'appel - Exigence d'un exposé sommaire des moyens - Portée - Acte d'appel se limitant à renvoyer aux conclusions de première instance - Motivation insuffisante - NCPC, art. 154, 585 et 586.....532

14° Appel - Acte d'appel - Exigence d'un exposé sommaire des moyens - Sanction - Vice de forme - Exigence d'un grief - Entrave ou même simple gêne à l'organisation de la défense de l'adversaire - Appréciation in concreto - Nullité de l'acte d'appel - NCPC, art. 154, 264 et 585.....532

15° Exploit d'huissier - Demande en justice - Formulation - Demande figurant dans l'exposé des motifs - Prise en considération - NCPC, art. 154.....585

16° Tierce-opposition - Jugement frappé d'appel - Incompétence du tribunal - Appel partiel - Compétence du tribunal pour chefs non frappés d'appel - Possibilité pour le tiers d'intervenir en instance d'appel - NCPC, art. 613.....612

17° Exception de nullité - Exception de libellé obscur - Présentation avant toute défense au fond - Présentation dans les mêmes conclusions que les défenses au fond - Acceptation de pièces - Pas de forclusion - NCPC, art. 264, al 1.....615

18° Exploit introductif d'instance - Exception de libellé obscur - Finalité de la règle - Appréciation de la précision - Conclusions ultérieures du demandeur - Conclusions et demande reconventionnelle de l'adversaire - Référence à actes antérieurs - Echange antérieur de courrier - Nullité ne peut être couverte - NCPC, art. 154.....615

Procédure pénale

1° Réhabilitation judiciaire - Demande - Recevabilité - Conditions - Délai - Point de départ - Peine accessoire assortie du sursis à exécution - Délai d'épreuve - Incidence (non) - C. instr. crim., art. 649.....281

2° Poursuites pénales contre un membre du Gouvernement - Régime - Articles 82 et 116 de la Constitution - Poursuites à engager devant la Cour supérieure de justice siégeant en assemblée générale - Compétence exclusive et discrétionnaire d'accusation de la Chambre des Députés - Conséquence - Incompétence du tribunal correctionnel pour connaître d'une citation directe avec constitution de partie civile d'un particulier contre un membre du Gouvernement - Droits de l'Homme - Violations alléguées - Effets - Sanction - Violations non de nature à attribuer compétence au tribunal correctionnel - Const., art. 82 et 116 - Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 29 août 1953, art. 6 et 13 - Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966, approuvé par la loi du 3 juin 1983, art. 2 et 14.....351

Propriété

Droit d'habitation - Extinction - Consolidation ou réunion sur la même tête des deux qualités de bénéficiaire et de nu-propiétaire - Portée - Droits portant sur la même chose - Réunion de la qualité de nu-propiétaire d'une part indivise d'une maison et de bénéficiaire d'un droit d'habitation portant sur des pièces déterminées du même immeuble - Extinction du droit d'habitation (non) - C. civ., art. 617 et 625.....438

Protection de la vie privée

Droits de la personnalité - Droit de la personne de s'opposer à toute altération de sa personnalité contre son gré - Renonciation contractuelle non valable - Application - Contrat conclu avec une association agissant en tant qu'intermédiaire en vue d'une adoption par lequel des candidats à une adoption se soumettent à l'établissement de rapports psychologiques et d'enquête sociale et renoncent, en cas de refus de leur projet d'adoption par l'association, à la communication de ces rapports et des motifs de refus - Renonciation non valable - Loi du 11 août 1982, art. 1^{er}182

Référés

1° Saisie-arrêt - Ordonnance sur requête - Demande en rétractation - Instance en validation pendante - Débat contradictoire devant le juge des référés - Recevabilité de l'action - NCPC, art. 66 et 703.....157

2° Juge des référés auprès du tribunal d'arrondissement - Compétence - Domaine - Litiges dont la connaissance appartient quant au fond au tribunal d'arrondissement siégeant en matière civile et commerciale - Compétence ne s'étendant pas aux litiges dont la connaissance appartient exclusivement au tribunal d'arrondissement siégeant en matière pénale - Application - Blanchiment d'argent - Mesures ordonnées par le procureur d'Etat sur base de l'article 40, paragraphe 3, de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - Mesures dont il est soutenu qu'elles constituent une voie de fait - Incompétence du juge des référés - NCPC, art. 933 - Loi du 5 avril 1993, art. 40.....247

Régimes matrimoniaux

1° Divorce - Indivision post-communautaire - Impenses nécessaires - Paiement du prêt souscrit pour l'immeuble commun - Prise en compte de ces paiements pour la fixation de la pension alimentaire - Paiements ne constituant pas l'exécution de l'obligation alimentaire - Droit au remboursement de la moitié des paiements - C. civ., art. 815-13.....86

2° Divorce - Liquidation - Jouissance du logement familial - Mode d'exécution du devoir d'entretien des enfants communs - Suppression ou réduction de l'indemnité d'occupation due par le conjoint qui a la garde des enfants - C. civ., art. 266 et 1468.....86

3° Séparation de biens - Droits de propriété - Immeubles - Droit d'accession - Terrain appartenant en propre à l'un des époux - Construction en commun par les deux époux d'un immeuble sur ce terrain - Immeuble appartenant à l'époux propriétaire du terrain - Conjoint ne disposant que d'un droit de créance pour les fonds propres investis - C. civ., art. 552, 553 et 1536.....202

4° Travaux effectués avant le mariage pour construire une maison sur un terrain appartenant en propre à la fiancée - Théorie de l'accession - Adoption de la communauté universelle - Absence de libéralité - Indemnisation de la partie qui a conservé ou augmenté le bien d'autrui - Evaluation de l'indemnité - C.civ., art. 555 et 1467619

Requête civile

1° Recevabilité - Consultation de trois avocats - Forme - Exigence d'un seul document (non) - NCPC, art. 630, al. 1^{er}.....336

2° Délai d'ouverture - Cas du dol - NCPC, art. 620 et 624.....336

Responsabilité civile

1° Responsabilité du fait des choses inanimées - Garde - Voie publique - Principe - Autorité publique ayant la garde - Exception - Installation d'un chantier par une personne privée, sans information de l'autorité publique et sans relation contractuelle avec celle-ci - Personne privée conservant les pouvoirs de direction, de contrôle et d'usage - C. civ., art. 1384, al. 1^{er}.....41

2° Responsabilité du fait des choses inanimées - Preuves à rapporter - Intervention matérielle d'une chose - Chose immobile - Anomalie ou anormalité de la chose par sa position, son installation ou son comportement - C. civ., art. 1384, al. 1^{er}41

3° Dommage - Cessation temporaire de l'activité salariée - Salaire net - Charges sociales (non) - Exception - Maintien du salaire par l'employeur - Charges sociales versées pour le compte de la victime contribuant à l'indemnisation du dommage subi - Montant correspondant soumis à recours - C. civ., art. 1382.....41

4° Dommage - Quote-part patronale à l'assurance maladie et accidents - Nature - Impôt mis à charge de l'employeur - Dette personnelle de l'employeur ne profitant pas à la victime - Exclusion du recours - Dommage subi personnellement par l'employeur en raison du déboursement de la charge patronale sans contrepartie de travail - Employeur victime par ricochet - Action propre en remboursement - C. civ., art. 1382.....41

5° Responsabilité délictuelle - Responsabilité du fait des choses inanimées - Forêts communales - Présomption de responsabilité du gardien - Transfert de l'administration et de la surveillance des forêts communales à l'Etat - Transfert de la garde à l'Etat (non) - Défaut de l'Etat de pouvoir user de la chose à son profit - C. civ., art. 1384, al. 1^{er} - Loi du 7 avril 1909, art. 1^{er}62

6° Responsabilité contractuelle - Contrat de stationnement - Obligation accessoire de sécurité - Nature - Obligation de moyens - Barrière automatique - Méprise sur le fonctionnement du dispositif de fermeture - Omission de signaler le processus de

fermeture de la barrière et d'interdire le passage aux piétons - Faute causale du propriétaire du parking (non) - C. civ., art 1135 et 1142...67

7° Responsabilité contractuelle - Médecins - Chirurgien – Intervention sanguinolente - Pose d'un drain - Acte de pure technique médicale – Obligation de sécurité - Obligation de résultat - Pas d'exonération par la preuve de l'absence de faute - C. civ., art. 1142.....82

8° Responsabilité contractuelle - Convention d'assistance - Obligation de sécurité au profit de l'assistant et à charge de l'assisté - Obligation de réparer le dommage subi par l'assistant - Exception - Faute caractérisée de l'assistant - C. civ., art. 1134, 1135 et 1142.....154

9° Choses inanimées - Intervention de la chose dans la genèse du dommage - Trottoir enneigé - Chute d'un piéton - Hiver - Chutes de neige n'ayant pas cessé au moment de l'accident - Etat anormal (non) - C. civ., art. 1384, al. 1^{er}.....171

10° Responsabilité des père et mère - Conditions - Responsabilité du mineur - Mineur auteur d'une faute - Mineur gardien d'une chose inanimée - C. civ., art. 1384, al. 2.....299

11° Responsabilité des père et mère - Responsabilité de plein droit - Exonération - Preuve d'une cause étrangère présentant les caractères de la force majeure ou d'une faute de la victime - C. civ., art. 1384, al. 1^{er} et 5.....299

12° Conditions - Causalité - Théorie de la causalité adéquate - Nécessité d'un lien direct entre la faute et le dommage - C. civ., art. 1382.....313

13° Responsabilité délictuelle - Responsabilité du fait des choses inanimées - Garde - Transfert de garde du propriétaire au détenteur précaire - Garde de la structure - Transfert ne comprenant pas la garde de la structure - Domaine - Chose affectée d'un vice interne – C. civ., art. 1384.....412

14° Préjudice - Perte d'une chance - Préjudice certain - Chance véritable - Soumissionnaire illégalement écarté d'un marché public - Preuve par le demandeur des chances d'être déclaré adjudicataire - C. civ., art. 1382 et 1383...476

15° Responsabilité contractuelle - Responsabilité délictuelle - Comportement fautif de la victime - Effet - Incidence sur l'intérêt à agir (non) - Incidence sur le fond de l'action indemnitaire (oui) - Application - Banque - Secret professionnel - Secret bancaire - Action en responsabilité civile exercée contre une banque par un client de celle-ci - Action tirée de ce que le client a été imposé par le fisc sur des avoirs déposés auprès de la banque dont l'existence a été révélée par suite d'une violation par celle-ci de son obligation au secret - Préjudice allégué ayant été subi parce que le client a de façon illicite omis de déclarer les avoirs au fisc - Comportement fautif de nature à mettre en cause l'intérêt à agir du demandeur (non) - C. civ., art. 1142, 1382 et 1383 - Loi modifiée du 5 avril 1993, art. 41.....500

16° Responsabilité contractuelle - Responsabilité contractuelle du fait d'autrui - Responsabilité contractuelle recherchée dans le chef d'une personne morale - Acte répréhensible commis par le préposé étant à considérer comme acte commis par la personne morale elle-même - Acte répréhensible commis par le préposé ne pouvant pas

être invoqué comme un fait du tiers - Circonstance que l'acte répréhensible n'a pas été commis en exécution d'un contrat par la personne morale, ni par le préposé dans l'accomplissement de ses fonctions - Circonstance que l'acte répréhensible a été commis par le préposé en dehors de ses fonctions, agissant sans autorisation, à des fins étrangères à ses fonctions - Absence d'incidence - Application - Banque - Secret professionnel - Secret bancaire - Violation du secret - Violation du secret commis par des employés de la banque en soustrayant à celle-ci des documents confidentiels et en les communiquant au fisc - C. civ., art. 1142 - Loi modifiée du 5 avril 1993, art. 41... ..500

17° Responsabilité contractuelle - Obligation de résultat - Exonération - Exonération par la preuve de l'absence de faute dans le chef du débiteur (non) – C. civ., art. 1147.....500

18° Responsabilité contractuelle - Responsabilité délictuelle - Exigence d'un intérêt légitime, juridiquement protégé à agir - Portée - Demandeur devant pouvoir se prévaloir de la lésion d'un droit - Prise en considération du résultat que le demandeur peut retirer de l'action (non) - Prise en considération du préjudice dont il est demandé réparation (non) - Application - Secret professionnel - Secret bancaire - Client d'une banque agissant contre celle-ci en responsabilité du chef de la violation du secret, à la suite de laquelle le client s'est vu imposer en raison d'avoirs qu'il n'avait pas déclarés au fisc - Client pouvant se prévaloir d'un intérêt légitime, juridiquement protégé (oui) - Motif - Client bénéficiant d'un droit au secret de la part de la banque - Secret prévu par la loi, pénalement sanctionné et ne pouvant être levé que par la loi - Secret d'ordre public - C. civ., art. 1142, 1382 et 1383 - Loi modifiée du 5 avril 1993, art. 41.....524

19° Responsabilité contractuelle - Banque - Secret professionnel - Secret bancaire - Obligation au secret - Nature - Obligation de résultat - C. civ, art. 1142 - Loi modifiée du 5 avril 1993, art. 41.....524

20° Responsabilité contractuelle - Obligation de résultat - Portée - Débiteur présumé responsable - Créancier non tenu de prouver l'existence d'une faute - Exonération du débiteur - Preuve de l'absence de faute (non) - Preuve du fait du tiers (oui) - C. civ., art. 1142.....524

21° Responsabilité contractuelle - Responsabilité contractuelle du fait d'autrui - Responsabilité recherchée dans le chef d'une personne morale - Acte répréhensible commis par le préposé étant à considérer comme acte commis par la personne morale elle-même - Acte répréhensible commis par le préposé ne pouvant pas être invoqué comme un fait du tiers - C. civ., art. 1142.....524

Responsabilité des pouvoirs publics

1° Responsabilité de l'Etat - Droit à rémunération du fonctionnaire - Droit de nature statutaire - Fonctionnaire à considérer comme administré dans les relations avec son administration – Applicabilité de la loi du 1^{er} septembre 1988 - Loi du 1^{er} septembre 1988, art. 1^{er}, al. 1^{er}313

2° Responsabilité de l'Etat - Faute - Faute anonyme de service - Distinction entre les particuliers et l'administration publique (non) - Loi du 1^{er} septembre 1988, art. 1^{er}, al. 1^{er}313

3° Responsabilité de l'Etat - Administration du personnel de l'Etat - Mission - Allocation de famille - Absence de paiement spontané - Nécessité d'une demande préalable (non) - Fonctionnement défectueux - Loi du 1^{er} septembre 1988, art. 1^{er}, al. 1^{er} - Loi modifiée du 22 juin 1963, art. 9, par. 3 - Loi du 1^{er} février 1984, art. 3.....313

4° Responsabilité de l'Etat - Responsabilité pour fonctionnement défectueux du service - Conditions - Fonctionnement défectueux du service - Lien causal direct - Dommage - Dommage constitué par le non-paiement d'allocations de famille - Cause du non-paiement - Omission de paiement par l'administration (non) - C. civ., art. 1382 - Loi du 1^{er} septembre 1988, art. 1^{er}, alinéa 1^{er}313

5° Responsabilité de l'Etat - Responsabilité sans faute - Conditions - Acte non fautif de l'administration - Acte dont la finalité n'est pas de faire supporter à la victime des conséquences dommageables - Loi du 1^{er} septembre 1988, art. 1^{er}, al.2...313

6° Responsabilité de l'Etat - Responsabilité sans faute - Non-paiement d'allocations familiales par suite de la prescription - Dommage exceptionnel (non) - Rupture de l'égalité des citoyens devant les charges publiques (non) - Loi du 1^{er} septembre 1988, art. 1^{er}, al.2.....313

7° Responsabilité de l'Etat - Applicabilité - Personnes morales de droit public – Communes – Etablissements publics - Office National du Remembrement - Loi du 1^{er} septembre 1988, art. 1^{er} - Loi du 25 mai 1964, art. 10.....321

8° Responsabilité de l'Etat - Conditions - Faute - Appréciation - Fonctionnement non conforme aux normes d'action générale du service public - Loi du 1^{er} septembre 1988, art. 1^{er}, al. 1^{er}321

9° Régime prévu par l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 1^{er} septembre 1988 - Régime spécifique de responsabilité (non) - Application du principe de la responsabilité civile délictuelle de droit commun - Application du concept de faute - Loi du 1^{er} septembre 1988, art. 1^{er}, al. 1^{er}.....368

10° Unité des notions d'illégalité et de faute – Simple erreur d'interprétation - Devoir de prudence de l'Administration - Marché public - Directives communautaires - Soumissionnaire illégalement écarté - C. civ., art. 1382 et 1383 - Directive (CEE) 93/97, art. 20 - Règl. gr.-d. du 27 janvier 1994, art. 20 et 33.....476

11° Permis de construire - Permis refusé suite à un reclassement du terrain - Responsabilité de la commune - Réparation du préjudice subi - Perte d'une chance d'obtenir l'autorisation - Preuve - C. civ., art. 1382 et 1383 - Loi du 1^{er} septembre 1988, art. 1^{er}, al.1.....602

Secret professionnel

Secret médical - Prérogative appartenant au malade - Relevé anticipatif du secret par le patient - Assurance-décès - Validité des clauses contractuelles - C. civ. art.1135-1 al. 2 - Loi du 27 juillet 1997, art. 98, al.2.....272

Sécurité sociale

1° Indemnité pécuniaire de maternité - Contrat de travail résilié - Maladie du salarié - Prorogation fictive du contrat de travail - Droit à l'indemnité pécuniaire de maternité - C.A.S., art. 1er, 15, 16 et 25.....7

2° Assurances sociales - Juridictions sociales - Procédure - Conseil arbitral des assurances sociales - Requête introductive d'instance - Forme - Enveloppe signée contenant une copie de la décision attaquée ensemble avec une pièce à l'appui - Documents ne valant pas requête introductive d'instance - C.A.S., art. 294170

3° Assurance-pension des employés privés - Pension d'invalidité - Recours de l'organisme prestataire contre le tiers responsable - Cession légale - Conditions - Affiliation de la victime à l'organisme prestataire au moment du fait générateur de la créance délictuelle - Loi du 29 août 1951, art. 79.....433

4° Conseil supérieur des assurances sociales - Arrêt - Obligation du Conseil de statuer dans les trente jours de sa saisine - Inobservation du délai de trente jours - Sanction - Absence de sanction - C.A.S., art. 55, al. 5.....577

Servitudes

Servitude de passage pour cause d'enclave - Conditions d'existence - Enclavement du fonds - Nécessité d'emprunter un passage sur un ou plusieurs fonds autres que le fonds sur lequel la servitude est réclamée - Incidence sur le fait d'enclave (non) - C. civ., art. 682.....1

Société civile

1° Société de fait - Définition - Société de fait entre époux - Conditions de mise en oeuvre - Absence d'incompatibilité entre le droit des sociétés et le régime matrimonial - Eléments constitutifs - Application - Construction commune d'un immeuble devant servir à l'habitation familiale et non à une exploitation lucrative - Société de fait (non) - C. civ., art. 1832.....202

2° Société de fait - Concubinage - Réunion des éléments caractéristiques de tout contrat de société - Mise en commun de moyens pour construire une maison - Maison devant servir de domicile conjugal - Absence d'esprit de lucre - C. civ., art. 1832.....619

Sociétés commerciales

1° Ressemblance de la dénomination sociale - Protection prévue par l'article 25 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales - Conditions de mise en oeuvre - Exigence que les sociétés en cause soient concurrentes (non) - Exigence d'un risque de confusion - Nature - Prise en considération du pouvoir distinctif de la dénomination sociale - Appréciation effectuée au jour de la demande - Appréciation effectuée en tenant compte du seul territoire luxembourgeois - Loi du 10 août 1915, art. 25.....231

2° Dissolution et liquidation judiciaire - Gravité des faits reprochés à la société - Date d'appréciation des faits - Requête du ministère public - Loi modifiée du 10 août 1915, art. 203.....581

Successions

1° Droits du conjoint survivant - Absence de dispositions testamentaires - Dispositions en faveur du conjoint survivant - Adoption d'une communauté universelle en présence d'enfants - Situations juridiques distinctes - C. civ., art. 767-1 et 1094.....213

2° Action en partage - Indivision - Nécessité de droits de même nature - Nue-propriété - Usufruit - Droits de nature différente - C. civ., art. 815.....213

3° Recel successoral - Qualité de successeur - Conjoint survivant - Définition du recel - Délit civil - Sanction - Eléments matériel et intentionnel - Preuve - C. civ., art. 792.....213

4° Donations et legs - Quotité disponible - Calcul de la réserve - Decujus marié sous le régime de la communauté universelle - Date d'ouverture de sa succession - Consistance de sa succession - Absence d'actif - Obligation de réunir fictivement aux biens inexistantes ceux dont le decujus a disposé par donations entre vifs - C. civ., art. 922.....340

5° Donations et legs - Rapport - Présomption du caractère rapportable de la donation - Donation par transfert de titres nominatifs - Caractère rapportable - C. civ., art. 843340

6° Exploitation agricole - Travail agricole à salaire différé - Droit au salaire différé au profit du descendant d'un exploitant agricole ou viticole ayant travaillé dans l'exploitation sans être rémunéré - Notion de descendant - Terme ne visant que les descendants en ligne directe à l'exclusion des collatéraux - Loi du 9 juin 1964, art. 1^{er}.....520

7° Recel successoral - Définition - Eléments constitutifs - Elément matériel - Elément intentionnel - Preuve - Repentir - Conditions - Effets - C. civ., art. 792...607

Travail

1° Licenciement - Caractère abusif - Preuve - Obligation de demander les motifs du licenciement (non) - Faculté du juge d'admettre comme motifs ceux invoqués dans la lettre de congédiement - Obligation pour l'employeur de prouver la réalité des motifs invoqués dans la lettre de congédiement - Loi du 24 mai 1989, art. 22.....4

2° Contrat de travail - Contrat à durée déterminée - Caractéristiques - Exécution d'une tâche précise et non durable - Obligation d'indiquer une définition précise de son objet dans le contrat de travail à durée déterminée - Omission - Explications fournies a posteriori - Admissibilité (non) - Contrat réputé conclu à durée indéterminée - Loi du 24 mai 1989, art. 5, 6 et 13.....26

3° Licenciement - Préavis - Dispense de travail - Congé de récréation non pris dans le délai légal - Droit à compensation (non) - Convention n° 132 concernant les congés

annuels payés du 24 juin 1970 adoptée par l'O.I.T., art. 11 - Loi du 22 avril 1966, art. 10, al. 1^{er}54

4° Congé de récréation - Congé non pris - Report - Dates limites - Conformité de la législation luxembourgeoise au droit international - Convention n° 132 concernant les congés annuels payés du 24 juin 1970 adoptée par l'O.I.T., art. 9, al. 1^{er} - Loi du 22 avril 1966, art. 9, al. 1^{er} et 2, et 10, al. 1^{er}54

5° Contrat de travail Résiliation - Licenciement Droit de se baser sur un fait antérieur ayant fait l'objet d'un avertissement - Condition - Survenance d'un nouveau fait - Loi du 24 mai 1989, art. 28.....71

6° Licenciement avec préavis - Licenciement abusif - Préjudice - Réparation - Perte matérielle - Définition - Différence entre le salaire que le salarié aurait perçu et les indemnités de chômage touchées - Conditions - Lien de cause à effet entre la perte et le licenciement - Perte devant se rapporter à une période normalement suffisante pour que le salarié trouve un emploi de remplacement - Loi du 24 mai 1989, art. 2871

7° Transfert d'entreprise - Maintien des contrats de travail - Portée - Transmission de la propriété des actions d'une société - Changement de l'actionnaire majoritaire - Modification de la situation juridique de l'employeur (non) - Loi du 24 mai 1989, art. 36.....225

8° Transfert d'entreprise - Licenciement pour motif économique intervenant avant le transfert d'entreprise, voire en vue de ce transfert - Licenciement non nécessairement frauduleux - Conditions - Transfert ne devant pas en soi être un motif de licenciement - Licenciement pouvant cependant intervenir pour des raisons économiques, techniques ou d'organisation impliquant des changements concernant l'emploi - Limite - Exigence accrue de motivation - Loi du 24 mai 1989, art. 36225

9° Contrat de travail - Licenciement avec préavis - Motif économique - Réorganisation et restructuration de l'entreprise - Suppression de postes - Opportunité - Appréciation - Pouvoir de direction de l'employeur - Pouvoir discrétionnaire - Exception - Abus de droit - Charge de la preuve - Loi modifiée du 24 mai 1989, art. 18.....303

10° Contrat de travail - Test professionnel - Essai professionnel - But - Vérification de l'aptitude et des connaissances du candidat à l'emploi - Nature - Epreuve de courte durée s'apparentant à un examen - Régime - Epreuve préalable à la conclusion du contrat de travail ne se confondant pas avec la période d'essai pouvant suivre cette conclusion - Epreuve ne devant pas être un moyen détourné de placer le candidat en situation réelle d'emploi - Sanction - Requalification de la situation en contrat d'emploi à l'essai - Loi du 24 mai 1989, art. 34.....374

11° Contrat à l'essai - Suspension du contrat pour incapacité de travail du salarié - Prolongation de la période d'essai - Point de départ - Expiration prévue au contrat - Prolongation d'un maximum d'un mois - Loi du 24 mai 1989, art. 34(2), 34(4) et 34(5)...396

12° Contrat de travail - Clause de non-concurrence - Nullité - Nullité ne pouvant profiter qu'au salarié - Nullité ne pouvant pas être invoquée par l'employeur - Loi du 24 mai 1989, art. 41.....420

13° Contrat de travail - Clause de non-concurrence - Clause de non-concurrence assortie d'une indemnité compensatrice redue au salarié - Renonciation - Conditions - Employeur ne pouvant renoncer à la clause de non-concurrence qu'avec l'accord du salarié - Loi du 24 mai 1989, art. 41.....420

14° Travail intérimaire - Expiration de la mission - Continuation du travail auprès de la même entreprise - Contrat de mission réputé à durée indéterminée (non) - Sanction de la seule violation du non-respect des conditions se rapportant à la durée de la mission - Loi du 19 mai 1994, art. 8.....423

15° Licenciement abusif - Indemnité de départ - Caractère forfaitaire et indépendant du dommage - Imputation sur les dommages et intérêts pour rupture abusive du contrat de travail (non) - Loi du 24 mai 1989, art. 24 et 29.....435

16° Délégué du personnel - Mise à pied - Référé - Demande en maintien de la rémunération - Appel - Délai d'appel - Procédure - Requête (non) - Exploit d'assignation (oui) - Constitution d'avocat (oui) - Délai de comparution de quinzaine (oui) - Loi modifiée du 18 mai 1979, art. 34, point 3 - NCPC, art. 571 et 585.....558

17° Licenciement avec préavis - Allocation provisionnelle d'indemnités de chômage - Obligation de mise en intervention de l'Etat dans le litige opposant le salarié à l'employeur - Action de l'Etat en remboursement des indemnités de chômage - Recevabilité (oui) - Conséquence - Transaction - Conditions - Présence de toutes les parties au litige - Sanction - Inopposabilité (non) - Nullité (oui) - Loi du 30 juin 1976, art. 14, alinéa 7.....569

18° Fonds pour l'emploi - Intervention de l'Etat - Transaction entre le salarié et l'employeur - Absence de condamnation de l'employeur - Irrecevabilité de l'intervention de l'Etat - Loi du 30 juin 1976, art. 14.....579

19° Harcèlement sexuel - Actes de harcèlement commis par un salarié - Obligation de l'employeur de faire cesser les actes ou de prendre des mesures préventives - Omission fautive - Responsabilité de l'employeur - Condition - Connaissance des faits - Charge de la preuve - Loi du 26 mai 2000, art. 4 et 7.....624

Vente

1° Garantie des vices cachés - Conditions - Délai de l'action - Obligation d'agir dans un bref délai - Domaine d'application - Contrat d'entreprise (non) - C. civ., art. 1648 et 17799

2° Vente immobilière - Simulation du prix - Sanction - Nullité absolue de la contre-lettre - Conditions - Dissimulation d'une partie du prix de vente dans le but de réaliser une fraude fiscale - Loi du 28 janvier 1948, art 1^{er}.....116

3° Vente immobilière - Garantie contre l'éviction - Eviction résultant d'un fait du prince - Absence de garantie du vendeur - C. civ., art 1626.....116

4° Clause de non garantie - Validité - Vendeur professionnel - Société ayant pour objet la vente et l'achat d'immeubles - Consommateur final privé - Non professionnel acquérant un immeuble à des fins de location privée - C. civ., art. 1645.....307

5° Vice caché - Conditions de mise en œuvre de la garantie - Vice affectant l'immeuble existant avant la vente - Vice existant à l'état latent avant la vente - Vice rendant l'immeuble impropre à l'usage auquel il est destiné - Caractère défectueux non connu au moment de la vente - Indifférence - Amiante - Présence dans l'isolation des tuyaux d'eau chaude - Immeuble impropre à l'usage (non) - C. civ., art. 1641.....307

6° Vente d'immeubles à construire. - Cession d'un terrain en contrepartie de l'engagement de l'attribution de locaux d'habitation à construire - Qualification - Contrat soumis à la législation régissant les ventes d'immeubles à construire - Contrat soumis à la condition de la réalisation du projet de construction envisagé - Contrat de réservation - Effet - Nullité du contrat lorsqu'il ne comporte pas les mentions obligatoires prévues par la loi - C. civ., art. 1601-1 et 1601-13.....399

7° Immeuble - Lésion - Rescision - Choix de l'acquéreur - Conservation du fonds - Complément du juste prix – Calcul - C. civ., art. 1681.....474